

Que cache le « discours responsable » d'Alain Juppé ?



Article rédigé par Jacques Garello, le 29 juin 2016

[Source : [Contrepoints](#)]

Un article de l'Aleps vja Contrepoints

Alain Juppé prétend tenir au cours des primaires à droite un discours responsables. Est-ce à dire que ses adversaires le seraient moins, ou alors, cherche-t-il un alibi pour autre chose ?

Parmi les candidats à la primaire de novembre, il en est un qui se voit déjà à l'Élysée, c'est Alain Juppé. Il n'a pas tort, puisqu'il caracole en tête de tous les sondages. C'est ce qui l'amène, dit-il, à tenir un discours qui se veut « *responsable* ».

Veut-il dénoncer l'irresponsabilité de concurrents réels ou potentiels ? Il est vrai que la démagogie est l'arme préférée de plusieurs candidats, déclarés ou non. Mais je penche hélas pour une autre lecture : la responsabilité, c'est l'alibi de la peur au ventre, de la sclérose politique. Je crains qu'à l'approche de 2017 d'autres candidats contractent à leur tour la même maladie. Le libéralisme risquerait alors de nous passer sous le nez.

Deux changements décisifs

Je me suis donc fait un devoir de suivre l'émission *Vérité politique* proposée par TF1. Comme c'était normal, le premier invité de cette première émission a été Alain Juppé, le deuxième sera en juillet Manuel Valls. Madame Agnès Verdier-Molinié, présidente de l'IFRAP, a eu le privilège d'interroger le candidat sur son programme économique. Elle l'a fait à sa manière, qui n'est pas la meilleure –elle avait été pourtant présentée par Gilles Bouleau comme libérale. Mais ses excès même ont permis de mieux mesurer la *responsabilité* d'Alain Juppé à propos de deux changements décisifs :

1. La réduction de la charge fiscale des entreprises : en « *faisant tourner ses ordinateurs* », l'IFRAP aurait chiffré à quelques 250 milliards d'euros l'écart entre les prélèvements subis en France et en Allemagne, alors qu'Alain Juppé se limite à une réduction des dépenses publiques de 100 milliards, et veut en rester à 26 milliards d'allègements.
2. La réduction du nombre de personnes bénéficiant du statut de la fonction publique : 4,9 millions en France contre 900.000 en Angleterre. Dans le programme Juppé, on se contenterait de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Sur le premier point, Alain Juppé s'est gentiment amusé d'une politique qui serait guidée par la seule considération de ce que diraient des « *ordinateurs que l'on fait tourner* » : argumentation facile. Mais la dame, sortant enfin de ses chiffres pour se référer à la logique économique, a fait remarquer qu'une baisse des prélèvements libérerait l'innovation et la croissance des entreprises et de leur produit, ce qui accroîtrait

rapidement les recettes fiscales. Elle évoquait ainsi les bienfaits (incalculables !) de la dynamique de la libération.

Sur le deuxième point, la position d'Alain Juppé a été plus directe et radicale : toucher au statut de la fonction publique, c'est mettre le pays à feu et à sang. Fin de la discussion, mais aussi syndrome de la peur au ventre et électoralisme au premier degré. Le candidat s'adresse aux électeurs de droite et du centre qui refusent le saut dans l'inconnu, qu'il s'agisse du populisme ou du libéralisme (le socialisme n'étant plus dans la course pour l'instant), mais aussi aux électeurs de gauche qui craignent un chambardement de nature à menacer leurs privilèges et leurs subventions. Être responsable c'est donc rassurer tout le monde en promettant que rien ne sera réellement changé, c'est s'engager sur ce qui est possible, sans se soucier de ce qui serait souhaitable.

Deux enseignements à tirer

Je tire de cette première rencontre avec Alain Juppé deux enseignements. Le premier, c'est que le débat est désormais engagé entre ceux qui vont oser porter un projet novateur et ceux qui vont sauvegarder le système actuel, au prix de quelques amendements. À ce jour, d'après ce que j'ai lu et ce qui s'est dit, seuls Hervé Mariton et François Fillon ont fait dans l'innovation ; on verra l'évolution au fil des rencontres auxquelles les libéraux convient les candidats.

Le deuxième enseignement c'est qu'un programme doit se situer entre deux écueils : d'une part, celui des calculs macro-économiques, de l'illusoire pointillisme et, d'autre part, celui des grandes pétitions de principes. En évoquant la liberté, l'égalité et la fraternité, en déplorant la *fracture sociale* et le dynamisme des entrepreneurs et des salariés, en plaidant pour l'équilibre entre trop d'Islam et pas assez, entre trop d'Europe et pas assez, en rappelant que la nation est diversité et unité, Alain Juppé se présente comme *responsable* et peut séduire un public élargi. Qui ne serait pas d'accord avec lui ? Mais précisément c'est entre les deux écueils du pointillisme technocratique et du truisme grandiloquent que doit se situer un projet de société.

Le projet libéral représente encore, aux yeux de beaucoup de Français, un véritable séisme. Certes la rupture avec le socialisme et l'étatisme serait soudaine et totale. Mais elle n'est pas utopique, puisque d'autres pays, d'autres gouvernants l'ont réussie. En revanche, pour avoir choisi la modération et la *responsabilité*, les libéraux français grands vainqueurs des élections de 1986, ont gaspillé la chance de mettre la France à l'heure de Reagan et Thatcher, et les socialistes sont revenus au pouvoir en 1988. Même chose en 1995, avec la victoire de Chirac soutenu par les libéraux d'Idées Action. Les socialistes sont revenus au pouvoir en 1997. De gauche ou de droite ils n'ont cessé d'y être.